Réforme des collectivités territoriales : la CGT inquiète

Les délégués CGT sont en formation à Saint-Florent afin de mieux connaître les détails de cette réforme des collectivités qui pourrait mettre des emplois en péril. (Photos Gérard Baldocchi)

Des dizaines de représentants CGT sont en formation à Saint-Florent et ce pour deux journées d'études à l'initiative de la coordination fédérale de Corse. Un tel rassemblement a été dicté par la réforme des collectivités territoriales qui d'après la CGT sera *« un big-bang mais surtout un hold-up démocratique et financier »*. Inquiétude c'est le mot qui revient souvent dans la bouche de ces syndicalistes et Jean-Pierre Battestini, a expliqué que *« cette rencontre entre tous ces délégués des collectivités locales permet d'échanger et de définir des moyens de résister à ce qui mettra en péril les acquis sociaux et démocratiques. Il y aura sans aucun doute des pertes d'emplois d'autant que l'État a décidé de faire fluctuer la dotation en fonction des économies réalisées sur les salariés. En plus, la suppression de la taxe professionnelle remplacée par la CET a engendré un trou de 10 miliards d'euros dans les recettes...»*

Le dossier est tellement complexe qu'un séminaire de deux jours a été nécessaire pour les syndicalistes.

« La facture des habitants va grimper»

Dominique Massiani (Urtaca) et Sylvie Guenaud (Grenoble) expliquent qu'en Haute-Corse on est passé le 16 décembre dernier de 71 EPCI (établissements publics de coopération intercommunale) à 37. *« Au départ c'était une bonne idée ces structurations de territoires afin de rationaliser certains services, mais aujourd'hui l'État a souhaité le faire à marche forcée. C'est une recentralisation autoritaire et les répercussions iront bien au-delà qu'au niveau des emplois. Cette structuration va redessiner le paysage démocratique de la France et donner naissance à des grandes métropoles qui vont cumuler les richesses alors que les autres seront désertiques, voire désertées... L'autre aspect des choses concerne les services, c'est-à-dire l'eau, les transports, les collectes que les intercommunalités vont « marchandiser » et forcément tout ce qui est privatisé augmente la facture des habitants. Les Anglais ont beaucoup privatisé, maintenant ils aimeraient revenir en arrière...»*

« 1 000 emplois perdus ces dernières années »

Les responsables CGT vont donc étudier la riposte, le choix des moyens d'action pour faire face à cette réforme des collectivités locales. *« La fonction publique territoriale représente 12 000 agents en Corse avec de nombreux précaires,* précise Jean-Pierre Battestini. Et d'ajouter : *« nous avons perdu 1000 emplois ces dernières années, nous risquons d'en perdre d'autres car ceux qui partent à la retraite ne seront pas remplacés. En plus il n'y a pas obligation d'embauche ».*

J. C.